Clinique d'urgence privée
Des hommes d'affaires en sarrau

En septembre 2004, la population québécoise apprenait, par les médias, l'ouverture prochaine de la première clinique dite « d'urgence privée » au Québec, MD-Plus. Si cette annonce est un coup publicitaire bien réussi, rien ne justifie pour autant toute l'attention médiatique qui y a été consacrée.

Marie Pelchat
Collaboration spéciale

Dans cette histoire, si l'on gratte un peu le vernis, tout sonne faux : fausse démocratisation des services, fausse accessibilité à des services d'urgence, fausse innovation, mais des profits potentiels incontestables et trois urgentologues en moins dans le réseau public.

Démocratisation des soins… Quelle démocratisation ?

Dans leurs déclarations publiques, les actionnaires de la clinique ont affirmé « vouloir démocratiser les soins ». Mais si un patient en situation de détresse se présente à leur clinique sans un sou en poche, ils lui assureront seulement les premiers soins pour stabiliser son état et s'empresseront de le diriger vers une autre clinique.

Le risque financier, dans un tel cas, ne sera pas très grand, puisqu'une clause de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) prévoit ces cas d'exception et le paiement des services reçus.

Pour celles et ceux qui auront les moyens de s'inscrire à cette clinique, ils devront payer rubis sur l'ongle la consultation, sans possibilité de se faire rembourser par la RAMQ ou leur assurance privée, puisque la Loi canadienne de la santé interdit de telles pratiques.

Un service V.I.P. pour urgence$ mineure$ seulement

S'il est vrai que la clinique MD-Plus sera dirigée par trois ex-urgentologues, il serait fallacieux de prétendre qu'il s'agira d'une clinique d'urgence privée. Bien sûr, la clinique disposera d'équipements de réanimation, d'un laboratoire privé, d'une clinique de radiologie (coût des tests et examens en sus) ; mais on parle là d'urgences mineures.

En entrevue à Radio-Canada, le docteur Bessette, leader médiatique des hommes d'affaires en sarrau, affirmait qu'ils seront là pour des gens ayant de petites urgences qui ne mettent pas nécessairement la vie des patients en danger. « Des points de suture, par exemple », disait-il, comme si n'importe quelle clinique privée ou CLSC du Québec ne pouvait pas répondre à ce besoin.

Pour les actionnaires de MD-Plus, « il n'était pas question de recevoir des polytraumatisés ou des gens qui nécessitent une chirurgie urgente avec anesthésie ». Dans ce cas, les patients seront directement acheminés à l'hôpital le plus proche après avoir été stabilisés.

Plus antinomique encore, il ne saurait être question de s'y présenter comme un cheveu sur la soupe – ce qui est à la base même du concept d'urgence médicale. Au contraire, il faudra téléphoner avant de s'y rendre.

Le lucre : le véritable intérêt, le seul intérêt

Pour comprendre l'intérêt réel des médecins d'ouvrir cette pseudo-clinique d'urgence, un calcul mathématique s'impose. Si un médecin facture 100 $ par consultation (20 minutes chacune), rencontre trois patients à l'heure à raison de 40 heures/semaine, il empochera 12 000 $. Sur une base annuelle (48 semaines), son salaire brut avoisinera 552 000 $, soit plus du double du salaire maximal versé à un médecin omnipraticien en clinique privée au Québec.

Une annonce pendant la conférence des premiers ministres sur la santé

Pour maximiser l'effet médiatique de leur projet de pseudo-clinique d'urgence, les trois médecins ont choisi de faire leur annonce durant la conférence des premiers ministres sur la santé ; conférence qui avait pour but officiel d'assurer la pérennité du système public. Force est de constater que cette tactique, bien qu'efficace, rend peu crédibles leurs vertes critiques du système public. Quand on veut noyer son chien, ne l'accuse-t-on pas de la rage ?

Quand on connaît la véritable nature de leur projet et qu'on les entend reprendre à leur compte les analyses de l'Institut économique de Montréal (IEDM)[1], on comprend mieux pourquoi ils dénoncent avec force le « communisme médical de la RAMQ », même si ce « communisme » vise à garantir, à toutes et à tous, l'accès à des soins médicaux sans égard au statut ou au revenu.

1 En quelques mots, L'IEDM peut être décrit comme un *think tank* de droite visant une privatisation accrue des services publics.